



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Faire de l'Union européenne, un acteur stratégique de l'espace de demain

Toulouse, 16 février 2022

Mot du ministre

Une Europe spatiale, puissante et souveraine



Bruno Le Maire,
Ministre de
l'Économie,
des Finances
et de la Relance

La filière spatiale est une filière d'excellence européenne depuis des décennies : c'est notre volonté commune d'autonomie stratégique et l'excellence scientifique qui l'a faite émerger. L'initiative économique l'a ensuite portée au premier rang mondial. C'est une filière sur laquelle nous avons bâti des technologies, un savoir-faire et une excellence mondiale. Elle fait, cependant, face à une concurrence internationale croissante.

L'aventure spatiale, c'est une course de vitesse et c'est une course d'ambition. Poursuivons les investissements, libérons l'énergie entrepreneuriale dans le secteur et continuons à écrire l'histoire européenne du spatial !

L'Union doit capitaliser sur les atouts décisifs dont elle dispose : des équipes scientifiques et des industriels de très haut niveau, une industrie compétitive, un engagement de longue date et jalonné de nombreux succès ; tout ceci, grâce à une volonté politique sans faille de la part de tous les États membres, pour réussir l'Europe de l'espace.

Notre ambition doit être à la hauteur des défis du secteur spatial, afin que l'Europe continue de jouer, dans le spatial, l'un des rôles de premiers plans, aux côtés des États-Unis et de la Chine.

Notre souveraineté se joue également dans le soutien de la France et de l'Europe au déploiement d'infrastructures spatiales, tant pour nos programmes nationaux de défense que pour les programmes Copernicus, Galileo et de constellation de connectivité sécurisée à l'échelle de l'Europe. Depuis le début du lancement des fusées Ariane, la France est convaincue de la nécessité de soutenir notre filière européenne, et nous avons ainsi toujours joué un rôle moteur dans les programmes européens. L'année 2022 est une année décisive, dans laquelle la France occupe une place centrale, tant dans la présidence du Conseil de l'Union européenne au premier semestre que dans la co-présidence de l'Agence Spatiale Européenne.

Dans ce contexte, la présidence française de l'Union européenne souhaite contribuer activement aux priorités de l'Union, articulées autour de plusieurs priorités : la valorisation des données d'origine spatiale, le spatial de défense, le projet de constellation européenne de connectivité sécurisée, le projet Copernicus à horizon 2035, ou encore la finalisation du programme Galileo.

Ces priorités seront au cœur des discussions de la réunion ministérielle informelle de l'Union européenne le 16 février 2022 à Toulouse.

Les thématiques de la contribution du spatial à la lutte contre le changement climatique et de l'ambition européenne en matière d'exploration de l'espace seront également à l'ordre du jour de la réunion ministérielle informelle de l'agence spatiale européenne qui se tiendra le même jour.

SOMMAIRE

Mot du ministre : une Europe spatiale, puissante et souveraine	2
Introduction.....	4
La réunion informelle des ministres chargés de l'Espace : les grands enjeux	6
Ordre du jour	7
Liste des participants	8
Présentation de la ville et du lieu de la réunion	11

Introduction

La présidence française du Conseil de l'Union européenne

Pour la première fois depuis 14 ans, la France prendra la présidence du Conseil de l'Union européenne (UE) le 1er janvier 2022. Comment fonctionne la présidence du Conseil de l'UE et quel sera le rôle de la France dans ce cadre ?

En quoi consiste la présidence du Conseil de l'Union européenne ?

Une présidence tournante

Chaque État membre assure, par rotation, la présidence du Conseil de l'Union européenne pendant six mois. **Du 1er janvier au 30 juin 2022, c'est la France qui présidera le Conseil de l'UE.** La présidence du Conseil organise les réunions, élabore des compromis, rend des conclusions et veille à la cohérence et à la continuité du processus de décision. Elle veille à une bonne coopération entre tous les États membres et assure les relations du Conseil avec les institutions européennes, notamment la Commission et le Parlement européen.

Qu'est-ce que le Conseil de l'Union européenne ?

Le Conseil de l'Union européenne, qu'on appelle aussi « Conseil des ministres de l'Union européenne » ou « Conseil », réunit les ministres des États membres de l'Union européenne par domaine d'activité. Il est, avec le Parlement européen, le co-législateur de l'Union européenne.

Concrètement, les ministres présideront dix domaines d'activité ou formations du Conseil de l'UE : affaires générales ; affaires économiques et financières ; justice et affaires intérieures ; emploi, politique sociale, santé et consommateurs ; compétitivité (marché intérieur, industrie, recherche et espace) ; transport, télécommunications et énergie ; agriculture et pêche ; environnement ; éducation, jeunesse, culture et sport ; commerce. Par exception, le Conseil des affaires étrangères est présidé par le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, actuellement Josep Borrell.

Le Conseil détient également des compétences en matière budgétaire : il arrête et modifie le budget européen avec le Parlement. Enfin, le Conseil adopte certaines décisions, ainsi que des recommandations non contraignantes, conclut les accords internationaux de l'Union et nomme les membres de certaines institutions (Cour des comptes, Comité économique et social européen, Comité des régions). Les délibérations et les votes du Conseil sur des actes législatifs sont publics.

Dans quel cadre s'inscrit la présidence française du Conseil de l'Union européenne (PFUE) ?

La PFUE s'inscrit dans la continuité des orientations fixées par le Président de la République dans son discours pour une Europe souveraine, unie et démocratique prononcé le 26 septembre 2017 à La Sorbonne. Depuis quatre ans, le Président de la République et le Gouvernement travaillent à construire une souveraineté européenne réelle, c'est-à-dire la capacité de l'Europe à exister dans le monde actuel pour y défendre nos valeurs et nos intérêts. La présidence française du Conseil de l'Union européenne prolongera ce travail pour une Europe plus solidaire, plus souveraine et plus démocratique.

La PFUE répond aux attentes des citoyens, qui les ont exprimées lors de débats citoyens organisés en septembre au sein des 18 régions françaises dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Ce projet, proposé par la France en 2019, a ouvert un nouvel espace de débat avec les citoyens européens. La contribution finale de ces panels citoyens a été remise au Gouvernement à l'automne. Les recommandations formulées par les citoyens, en France et en Europe, nourrissent les priorités de la présidence française du Conseil de l'Union européenne.

La PFUE s'articule avec le programme du « trio » des présidences, dans lequel la France inscrit son action. Ce système, qui existe depuis 2009, permet de fixer des objectifs à long terme et de définir les grands thèmes qui seront traités pendant une période de 18 mois. Après la présidence slovène, la France entamera un nouveau cycle et travaillera en trio avec la République tchèque au second semestre 2022 et la Suède au premier semestre 2023.

Près de 400 événements

Au total, près de 400 événements prévus en France et au sein de l'UE rythmeront la présidence : des réunions politiques, une programmation culturelle et des événements citoyens ouverts à toutes et à tous.

→ Retrouvez toutes les informations sur la présidence française du Conseil de l'Union européenne sur le site officiel et les réseaux sociaux de la présidence :

- Site internet: www.europe2022.fr
- [Facebook](#)
- [Instagram](#)
- [LinkedIn](#)
- [Twitter](#)
- [Youtube](#)
- [Flickr](#)

Le Conseil de l'UE ne doit pas être confondu avec :

- **le Conseil européen** qui réunit les chefs d'État et de gouvernement des États membres et définit les orientations et les priorités politiques générales de l'Union européenne. Son président actuel est Charles Michel.
- **le Conseil de l'Europe**, qui est une organisation intergouvernementale constituée de 47 États membres. Créée en 1949, elle a vocation à promouvoir le développement des droits de l'Homme, la démocratie et l'État de droit. Son siège est à Strasbourg et sa secrétaire générale est Marija Pejčinović Burić.

Plus d'informations :

- www.touteurope.eu
- www.consilium.europa.eu/fr/council-eu/

La réunion informelle des ministres chargés de l'Espace : les grands enjeux

La réunion informelle des ministres chargés de l'Espace, organisée à Toulouse, est l'occasion d'aborder le spatial sous plusieurs aspects : le spatial comme infrastructure critique de connectivité pour l'économie, les règles communes d'usage de l'espace, mais également le spatial au service du climat, de la science et de l'exploration.

Cette réunion informelle se tient en deux conseils : un Conseil Compétitivité informel de l'Union européenne le matin, suivi d'un conseil de l'Agence spatiale européenne après un déjeuner commun des ministres.

Le Conseil Compétitivité informel au format espace

Le Conseil Compétitivité informel au format espace se concentrera sur deux aspects stratégiques : **la gestion du trafic spatial** et le **projet de constellation de connectivité européenne**, réseau de satellites de communication interconnectés offrant une large couverture internet, aux sujets desquels le Commissaire Breton présentera les ambitions de la Commission européenne.

Cette réunion sera l'occasion pour les ministres de l'Union européenne de réagir aux ambitions de la Commission européenne. Les échanges permettront de donner le ton du semestre, durant lequel la présidence française animera les négociations sur un projet de règlement, afin de préciser les modalités de mise en œuvre d'une telle constellation de connectivité.

Les travaux de la Commission européenne sur la gestion du trafic spatial constitue une première étape vers l'adoption d'une approche européenne aux règles communes d'usage de l'espace. La présidence française œuvrera ainsi au développement d'une vision commune au sein de l'Union en matière de gestion du trafic spatial à des fins de durabilité, sûreté et sécurité fondée sur trois piliers : les capacités de surveillance de l'espace, la normalisation des activités spatiales et leur portage au niveau international.

Enfin, l'Agence spatiale européenne y présentera ses ambitions sur **la protection des moyens spatiaux** et **les réponses rapides et résilientes aux situations de crise**. Ces deux programmes doivent contribuer aux initiatives de la Commission européenne.

Le déjeuner commun de travail des ministres

Lors du déjeuner commun de travail, qui rassemblera les ministres des États de l'Union européenne et de l'Agence spatiale européenne, seront évoqués le **thème du climat** et la manière dont l'espace peut contribuer à notre connaissance du changement climatique, ainsi que le **thème de l'exploration spatiale**, autour de présentations inspirantes d'acteurs de spatial, et notamment de **start-ups innovantes**.

Le conseil ministériel de l'ESA

L'après-midi, le conseil ministériel de l'Agence spatiale européenne réunira les 27 États membres de l'Union, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suisse, membres de l'ESA, ainsi que le Canada, membre associé.

Le conseil traitera de l'enjeu du climat et approfondira les réflexions lancées lors du déjeuner en abordant le **programme « l'espace au service d'un avenir vert » (green future)** qui vise à aider l'Europe à faire face au changement climatique, grâce aux données issues de l'espace.

Enfin, le conseil ministériel abordera **l'enjeu des sciences et de l'exploration** : la présentation de la vision de l'Agence spatiale européenne et le tour de table permettront de faire le point sur les ambitions de l'Europe dans ces domaines, en abordant notamment la question du vol habité européen.

Ordre du jour

9h15 – 9h45 Accueil des délégations par Bruno Le Maire,
ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance et micro tendu

9h50 – 10h00 Ouverture du Sommet

10h00 – 12h15 Conseil Compétitivité informel, au format « Espace »

- La gestion du trafic spatial et le projet de constellation de connectivité européenne
- Les ambitions de l'Agence spatiale européenne pour la protection des moyens spatiaux et des réponses rapides et résilientes aux situations de crise.

12h15 – 12h35 Photo de famille

12h40 – 14h00 Déjeuner ministériel

- Exploration spatiale et changement climatique.

14h00 Arrivée d'Emmanuel Macron, Président de la République française

14h30 – 15h10 Allocution d'Emmanuel Macron, Président de la République française

15h10 – 17h20 Conseil ministériel de l'Agence spatiale européenne

- Accélérer l'utilisation de l'espace en Europe
- Changement climatique
- Science et exploration spatiale

17h30 – 18h00 Conférence de presse conjointe de Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, de Thierry Breton, commissaire européen au Marché Intérieur et Josef Aschbacher, directeur général de l'Agence spatiale européenne

Liste des participants



Bruno LE MAIRE

Ministre de l'Économie, des
Finances et de la Relance
France



Thomas DERMINE

Secrétaire d'État pour la
Relance et les Investissements
stratégiques, chargé de la
Politique scientifique
Belgique



Daniel LORER

Ministre de l'Innovation et
de la Croissance
Bulgarie



Martin KUPKA

Ministre des Transports
République tchèque



Jesper PETERSEN

Ministre de l'Enseignement
supérieur et de la Science
Danemark



Anna CHRISTMANN

Coordinatrice du
Gouvernement fédéral pour
les affaires aéronautiques et
spatiales allemandes
Allemagne



Sille KRAAM

Secrétaire général adjoint pour
le développement économique
Estonie



Damien ENGLISH

Ministre des Entreprises,
de l'Emploi et du Commerce
de détail
Irlande



**Athanasios STAVERIS-
POLYKALAS**

Secrétaire général des
Télécommunications et des Postes
Grèce



Diana MORANT

Ministre de la Science et de
l'Innovation
Espagne



Radovan FUCHS

Ministre des Sciences et de
l'Éducation
Croatie



Vittorio COLAO

Ministre de l'Innovation
technologique et de la
Transition numérique
Italie



Georgios KOMODROMOS
Directeur du Département des
Communications électroniques
Chypre



Liga LEJINA
Secrétaire d'État au ministère
de l'Éducation et des Sciences
Lettonie



Eglė MARKEVICIUTE
Vice-ministre de l'Économie et
de l'Innovation
Lituanie



Patricia CONTI
Directrice des Affaires
Économiques de l'agence
Spatiale du Luxembourg
Luxembourg



Péter SZTARAY
Secrétaire d'État à la Politique
de sécurité
Hongrie



Joyce DIMECH
Secrétaire permanente au
ministère de l'Égalité, de la
Recherche et de l'Innovation
Malte



Grzegorz WROCHNA
Président de l'Agence spatiale
polonaise
Pologne



Manuel HEITOR
Ministre de la Science, de la
Technologie et de
l'Enseignement supérieur
Portugal



Peter Michiel SWEERS
Directeur général adjoint,
Entreprises et Innovation,
Ministère des Affaires
économiques et du climat
Pays-Bas



Margit MISCHKULNIG
Directrice du Département des
affaires spatiales, Ministère
fédéral de l'Action climatique
Autriche



Iulian Vasile POPESCU
Secrétaire d'Etat à la Recherche
et à l'Innovation
Roumanie



Simon ZAJC
Secrétaire d'Etat au ministère
du Développement
économique et de la
Technologie
Slovénie



Ľudovít PAULIS
Secrétaire d'État à la Science, à
la Recherche et à
l'Enseignement supérieur
Slovaquie



Mika LINTILA
Ministre de l'Économie
Finlande



Anna EKSTROM

Ministre de l'Éducation et de la Recherche
Suède



Thierry BRETON

Commissaire européen au
Marché intérieur
Commission européenne



Steve IRIS

Délégué permanent du Canada
à l'ESA, Conseiller, Affaires
spatiales européennes
Canada



George FREEMAN

Sous-secrétaire d'État
parlementaire à la Science, à la
Recherche et à l'Innovation
Royaume Uni



Jan Christian VESTRE

Ministre du Commerce et de
l'Industrie
Norvège



Martina HIRAYAMA

Secrétaire d'Etat à la
Formation, à la Recherche et
à l'Innovation
Suisse



Josef ASCHBACHER

Directeur général de l'Agence
spatiale européenne



Carine CLAEYS

Service européen pour l'action
extérieure



Rodrigo DA COSTA

Directeur exécutif de l'Agence de
l'Union européenne pour le
programme spatial



Philip Cooper EVANS

Directeur général d'EUMETSAT



Timo PESONEN

Directeur général de l'industrie,
de la défense et de l'espace



Isabel RIAÑO IBAÑEZ

Directrice générale
Compétitivité et Commerce
Secrétariat général du
Conseil



Olli RUUTU

Directeur général adjoint de
l'Agence européenne de
Défense

Présentation de la ville et du lieu de la réunion

La ville de Toulouse



Capitale européenne du secteur aéronautique et spatial, la ville de Toulouse accueillera la réunion informelle des ministres de l'espace le 16 février 2022.

Avec des sites de renommées mondiales dans des secteurs variés tels que Airbus, Thalès, Spot Image ou Météo France, Toulouse est un lieu à la pointe de la recherche et de l'innovation.

[Toulouse](#), la ville rose, est une cité dynamique, à la tête d'industries et de technologies performantes et empreinte d'une douceur ainsi que d'un art de vivre propre au sud-ouest de la France.

Son centre-ville regorge d'un patrimoine exceptionnel avec son Capitole, ses hôtels particuliers dont l'Hôtel d'Assézat, la basilique Saint-Sernin ou encore le cloître des Jacobins. La capitale occitane propose également de nombreux musées, dont le [musée archéologique Saint-Raymond](#) ou le [musée des Augustins](#), le musée des beaux-arts de la ville. Toulouse peut également être le point de départ d'une belle croisière fluviale sur le [Canal du midi](#).

Le **centre de congrès Pierre Baudis**, qui accueillera la conférence, possède un auditorium et plusieurs foyers, et est facilement accessible depuis l'aéroport Toulouse Blagnac et les gares ferroviaires à proximité.



Contact presse: medias.europe2022fr@dgtresor.gouv.fr